

L'Étincelle



Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste et révolutionnaire

PSA Poissy

Lundi 5 octobre 2010

Macron champion du « séparatisme » social !

Vendredi dernier, Macron a présenté son plan contre « les séparatismes », ou plus exactement un seul, « le séparatisme islamique », sous prétexte de cibler « l'islam radical ». Sous de faux airs de défenseur de la laïcité, son discours reprend une démagogie raciste, dont l'extrême droite se fait le porte-drapeau depuis plusieurs années, visant spécifiquement les musulmans et plus généralement ceux qui le sont ou sont supposés l'être, les immigrés et leurs familles. D'un côté, Macron compte siphonner quelques voix au RN de Marine Le Pen et à la droite aux prochaines élections. De l'autre, il espère par ces sujets réactionnaires reléguer au second plan l'actualité sociale et sa propre désastreuse gestion de la crise sanitaire.

Les valeurs de sa République ?

Alors que l'on recense plus de 12 000 nouveaux cas de Covid par jour, que les plans de licenciements s'enchaînent dans les entreprises et qu'il y a déjà plus de six millions de chômeurs, « le problème, c'est le séparatisme islamiste » pour Macron. À cela, il veut opposer un « Islam des Lumières » encadré par les institutions étatiques et compatible avec les « valeurs » de la République française dont il vient de célébrer les 150 ans. Cette même République, baignée dès sa naissance dans le sang des communards, les ouvriers parisiens révoltés de 1871, collaboratrice sous Vichy, perpétrant massacres et torture pendant huit ans de guerre en Algérie. C'est derrière la bande-roule de ce même « patriotisme républicain » et au nom de la lutte contre le terrorisme islamiste que Hollande a lancé ses interventions militaires en Afrique. Or ce sont précisément la misère et la violence semées par ces guerres impérialistes qui créent le terreau pour le développement de groupes extrémistes violents, qu'ils soient religieux ou non.

La ségrégation sociale

Le véritable séparatisme est social et il est orchestré par le haut. Les riches ont leurs beaux quartiers, leurs cliniques et écoles privées souvent religieuses et réservées à la bourgeoisie comme le lycée jésuite où Macron a fait ses études : 17 % de l'enseignement primaire et secondaire est assuré par des établissements catholiques privés. Pour les pauvres : les suppressions de postes dans les écoles et les hôpitaux, le manque de transports publics, les fermetures d'entreprises et le chômage... autant de raisons qui expliquent l'enclavement de ces zones « ghettoïsées », la misère de leur population et tous les problèmes qui en découlent naturellement. En réalité, les gouvernements successifs se fichent de la situation réelle des

quartiers populaires pour la simple raison qu'ils en sont coupables. Et quand Macron parle d'y « assurer une présence républicaine en bas de chaque tour », c'est pour y mettre plus de policiers pour harceler, tabasser voire tuer. Ceux qui ont pris la rue pour dénoncer cela l'été dernier, lors des manifestations pour Adama Traoré tué par la police, ont été taxés de dangereux « séparatistes », alors que l'on a rarement vu des manif aussi mixtes.

Contre leur sale démagogie, voyons rouge !

Alors que le gouvernement manie sa rhétorique raciste et réactionnaire pour stigmatiser une partie de la population et tenter de diviser le monde du travail, ses choix contre l'épidémie sont des choix de classe.

Des centaines de lits d'hôpitaux ont été fermés et aucun moyen supplémentaire n'est mis à la disposition des hospitaliers.

Les petits cafetiers protestent quand on ferme leur boutique sans les indemniser, mais le gouvernement préfère donner des milliards au patronat qui licencie (Airbus, Renault, Air France...). Et nous passons la journée sans véritable distanciation dans les usines et bureaux, les principaux clusters du pays ; nous sommes entassés dans les bus et métros et nos gosses le sont dans des classes à 35 élèves, faute de locaux et d'embauche.

Démagogie raciste des gouvernants et mesures anti-ouvrières des capitalistes sont deux faces d'une même pièce que nous devons combattre ensemble.

Des initiatives commencent à se mettre en place, comme dans l'aéronautique, où des salariés syndiqués et non syndiqués de plusieurs entreprises de la région toulousaine s'organisent pour résister ensemble aux attaques patronales, qui, elles, sont bien coordonnées. Un exemple à reproduire et à étendre !

La fin de la 208 a bon dos

Avec l'arrêt de la 208, la direction en profite pour supprimer beaucoup de postes. Un prétexte, car avec le futur passage en 2 ou 3 équipes, il va vite falloir en créer énormément. Son but est d'habituer les salariés à la flexibilité à outrance : à être déplacés d'un secteur, d'un bâtiment ou d'un horaire à un autre.

Elle veut notamment forcer des ouvriers du Montage à aller à la Peinture ou ailleurs. Demain elle leur demandera de revenir au Montage. Au Ferrage les mutations internes se feront dans des conditions tout aussi scandaleuses. Pas question de se laisser faire !

Parachutage sans parachute

De la même manière, avec la fermeture définitive de PSA Saint-Ouen prévue pour janvier 2021, la direction envoie des salariés de ce site à Poissy mais à des postes inadaptés à leurs compétences : ferreur à la Peinture, cariste ou professionnel à la chaîne...

Ouvriers de Poissy comme de Saint-Ouen, mobilisons-nous pour dire stop aux mutations forcées !

Qui a les mains sales ?

Montage B2, MV3, le chef se plaint du non retour des gants du lavage. Il n'a pas le budget pour en acheter ! Nous on se retrouve avec des gants usés voire même humides au petit matin.

Depuis la mise en place du lavage de gants, on n'en a plus de propres !

Voyage au bout de la nuit

Au B3 Pack Batteries, la direction prévoit la création d'une équipe de nuit le 5 octobre. Déjà actuellement, en 2 équipes, on constate un sous-effectif de salariés qualifiés. La direction s'y est pris au dernier moment, mais ce qu'elle a bien prévu c'est que les ouvriers travaillent dans des conditions inacceptables. Dans ce secteur, en dix jours le mois dernier, il y a eu 5 évacuations par les pompiers. Hors de question d'occuper des postes, sur lesquels on n'a pas été formé, au risque de notre sécurité.

Pour dégoûter tout le monde, elle est très douée

À la Peinture, la direction avait prévu la création d'une équipe de Samedi-Dimanche aux Bacs Batteries pour le 3 octobre, puis elle a décalé au 10 octobre, et puis elle a parlé d'une équipe plus réduite... Maintenant plus personne ne sait. Le projet de la direction capote car elle ne s'est pas occupée de trouver des remplaçants aux volontaires de la semaine qui partiraient en équipe de week-end. Résultats : elle met la pression pour faire travailler des salariés en semaine tout en les préparant à basculer peut-être en équipe de week-end... en fin de la même semaine.

Si la direction n'est pas capable de monter une équipe de WE qu'elle arrête de nous casser les pieds.

Todos juntos contra PSA !

La direction a annoncé qu'un sous-traitant en Espagne allait produire pour PSA des bacs batteries en 2021. L'activité bac batterie, qui était annoncée comme l'avenir du site, continuerait... La direction dit de pas s'inquiéter : ce ne sera que du complément de la production de Poissy. Mais c'est quand elle dit de ne pas s'alarmer qu'il faut se méfier : elle va essayer de jouer la concurrence entre le sous-traitant et PSA Poissy... contre les salariés des deux sites.

Protocole gri-gri

Au CSE, la direction a avoué qu'en septembre il y avait eu 9 salariés testés positifs à la Covid (5 à la Peinture, 2 au Montage, 1 au Ferrage, 1 à la Qualité). Elle considère que son protocole la dédouane de toute responsabilité et que les cas contacts n'existent quasiment pas grâce à ses masques-miracles. Selon elle on n'est contaminé qu'à l'extérieur et parce qu'on ne suit pas son protocole. Elle ne prévient même pas systématiquement tous les salariés du secteur lorsqu'il y a un cas positif.

Plus le virus est présent à l'usine, plus la direction est silencieuse. Pourtant avec une telle pandémie, le minimum serait d'être informés de ce qui se passe.

Les anciens au boulot, les jeunes au chômage

Pour les ouvriers non professionnels, la direction a annoncé la fin du congé senior et du plan de départ DAEC pour le 31 octobre, avec 5 mois d'avance. C'est bien la preuve qu'elle a supprimé trop d'emplois. Les anciens salariés ont suffisamment travaillé, ce n'est pas normal de bloquer leurs départs, ce serait légitime qu'ils partent en étant remplacés automatiquement par des jeunes embauchés en CDI.

PSA Sochaux : c'est pas sorcier

Après le retour de 1 300 intérimaires à Sochaux en août, PSA veut en faire revenir 250 et recréer une équipe VSD début novembre. Le but : revenir à une production de 2 200 véhicules par jour, comme avant la crise... moins 350 salariés et moins 50 € pour les salariés VSD.

PSA a des commandes et fait des bénéfices. La crise économique, c'est surtout une bonne diversion, un tour de passe-passe, pour les restructurations des patrons de l'auto.

Renault : on ne peut compter que sur nous-mêmes

La semaine dernière, les syndicats de Renault se sont prononcés contre les restructurations... contrairement au rapport d'expertise Secafi qu'ils avaient commandé. 4 600 postes supprimés, sans la sous-traitance, fermeture de Renault Choisy, fin de la production de véhicules à Flins, 2 milliards d'économies en 3 ans... on n'a pas attendu le rapport pour savoir ce qu'on en pense.